



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2026-PREF/DCPPAT/BUPPE/040 du 26 février 2026  
mettant en demeure les liquidateurs judiciaires de la société YMAGIS de respecter les  
prescriptions applicables pour la cessation d'activité de l'ancien établissement  
Laboratoires Neyrac Films situé rue de la Fontaine – Hameau Les Ardillieres sur le  
territoire de la commune de FORGES-LES-BAINS (91470)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié par le décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet d'Evry,

VU l'arrêté préfectoral n° 2026-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 13 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-PREF.DCL/0068 du 1<sup>er</sup> mars 2002 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société Laboratoires Neyrac Films située rue de la Fontaine, hameau « Les Ardillières » sur la commune de FORGES-LES-BAINS,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 décembre 2025, transmis aux liquidateurs judiciaires conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 16 janvier 2026 transmettant aux liquidateurs judiciaires le rapport d'inspection susvisé et les informant des mesures envisagées à leur encontre et du délai dont ils disposent pour formuler leurs observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse des liquidateurs judiciaires au courrier préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que la société Laboratoires Neyrac Films a informé par courrier en date du 29 août 2007 l'arrêt définitif de son établissement situé à Forges-les-Bains,

CONSIDÉRANT que le courrier du 29 août 2007 engage la société Eclair Group, propriétaire de la société Laboratoires Neyrac Films, à faire les travaux nécessaires à la fermeture du site conformément à la réglementation en vigueur,

CONSIDÉRANT que le bilan environnemental (référence A 47281 version A) d'août 2007, qui mettait en évidence des pollutions dans les sols et les eaux souterraines, notamment en composés organiques halogénés volatils (COHV) nécessitait d'être complété,

CONSIDÉRANT que les informations demandées par mon courrier en date du 29 janvier 2008 sur l'usage futur du site, les justificatifs de mise en sécurité du site (bordereaux de suivi de déchets, justificatifs d'élimination des produits et matériels, certificats de dégazage et neutralisation des cuves), le rapport des analyses complémentaires, le plan de gestion, le mémoire de réhabilitation du site sont restés sans suite,

CONSIDÉRANT que la société Laboratoires Neyrac Films, qui a arrêté définitivement son activité en 2008, n'a donc pas mené à terme la procédure de cessation d'activité,

CONSIDÉRANT que le jugement du 6 avril 2016 prononce l'ouverture de la liquidation judiciaire de la société Laboratoires Neyrac Films en désignant Maître Valérie LELOUP - THOMAS liquidateur - SELAFA MJA 102 rue du Faubourg Saint Denis 75479 Paris Cedex 10,

CONSIDÉRANT que le jugement en date du 12 octobre 2021 a prononcé la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif de la société Laboratoires Neyrac Films,

CONSIDÉRANT que la société YMAGIS a repris les actifs de la société Eclair Group par jugement du tribunal de commerce de Nanterre en date du 31 juillet 2015,

CONSIDÉRANT que le jugement du 20 octobre 2020 prononce l'ouverture de la liquidation judiciaire de la société YMAGIS et en désignant Maître Valérie LELOUP - THOMAS - SELAFA MJA 102 rue du Faubourg Saint Denis 75479 Paris Cedex 10 et Maître Jean-Charles DEMORTIER - Selarl AXYME 62 boulevard de Sébastopol 75003 Paris,

CONSIDÉRANT que cette procédure de liquidation judiciaire n'a pas été clôturée,

CONSIDÉRANT que la jurisprudence fixe à trente ans le délai pour prescrire des mesures de remise en état,

CONSIDÉRANT qu'à la date du 29 août 2007, le décret n° 77-1133 du 27 septembre 1977 modifié par le décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005 était applicable et notamment les articles 34 à 34-6,

CONSIDÉRANT que la présence de composés organiques halogénés volatils (COHV) a été constatée en 2022 et 2023, dans le cours d'eau « La Prédecelle » en aval du site de la société Laboratoires Neyrac Films,

CONSIDÉRANT que, par décision des actionnaires en date du 27 novembre 2024, le siège social de la SELAFA MJA a été transféré au 41 rue de l'Échiquier 751010 Paris,

CONSIDÉRANT que l'absence de transmission du mémoire précisant les mesures prises ou prévues, compte tenu du ou des types d'usages prévus pour le site de l'installation constitue un manquement aux dispositions du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment l'article 34-3-1,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure les liquidateurs judiciaires de la société YMAGIS de respecter les dispositions de l'article 34-3-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,



## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les liquidateurs judiciaires de la société YMAGIS, qui a repris les actifs de la société Eclair Group propriétaire de la société Laboratoires Neyrac Films NEYRAC située rue Fontaine – Hameau « Les Ardillieres » 91470 FORGES-LES-BAINS, tels que désignés par jugement du 20 octobre 2020 sont mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article 34-3-I du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, en transmettant dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.

Les mesures doivent comporter notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- la surveillance à exercer en cas de besoin ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, de dispositions particulières pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture, Les inspecteurs de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié aux liquidateurs judiciaires de la société YMAGIS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information au Sous-Préfet de PALAISEAU et au Maire de FORGES-LES-BAINS.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Johann MOUGENOT